



Montréal, le 26 janvier 2010

M. Sam Hamad
Cabinet du Ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425 rue Saint-Amable, 4^e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Objet : Demande de rencontre – Politique gouvernementale en action communautaire et Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire

Monsieur le Ministre,

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) désire réitérer sa demande de rencontre afin d'éclaircir la situation à l'égard des démarches gouvernementales en lien avec l'actuelle *Politique gouvernementale en action communautaire*. Une première demande vous a été faite par voie de lettre le 28 août dernier. Par la suite, d'autres demandes ont été acheminées, sous forme de contacts téléphoniques, à votre attachée politique, Mme Beaudry.

En réponse à ces demandes, une rencontre avec votre chef de cabinet, M. Bastien, nous a été proposé comme préalable à une rencontre avec vous. Ayant accepté en toute bonne foi cette rencontre, les membres du comité exécutif ont donc rencontré M. Bastien et Mme Beaudry le 26 octobre 2009. En suivi de cette rencontre, le président du RQ-ACA, M. Riley, a fait parvenir une lettre datée du 19 novembre 2009 à M. Bastien réitérant notre demande d'une rencontre avec vous. Depuis, aucune communication de la part de votre cabinet ne nous est parvenue.

Comme vous le mentionniez par voie de communiqué le 28 mai 2009 « *le Gouvernement du Québec travaille présentement à l'élaboration d'une nouvelle politique gouvernementale en matière d'action communautaire* ». De plus, le *Rapport annuel de gestion 2008-2009* du MESS, indique tout aussi clairement que le Ministère « *a cependant jugé pertinent de bonifier, au préalable, les orientations gouvernementales en matière d'action communautaire actuellement en vigueur. Ces orientations se traduiront dans une nouvelle politique gouvernementale en matière d'action communautaire* » (p. 58). En regard de ces informations, nous nous sentons tout à fait justifié de demander une rencontre afin de mieux comprendre les motifs soutenant la nécessité d'une nouvelle politique à ce moment-ci.

Nous apprécierions donc un accueil positif à notre demande puisque plusieurs milliers d'organismes d'action communautaire et d'action communautaire autonome sont concernés par la *Politique gouvernementale en matière d'action communautaire* de 2001. Rappelons que la Politique stipule que « *le Gouvernement du Québec s'engage à considérer le Comité adviseur de l'action communautaire autonome* (devenu le RQ-ACA - NDLR) *comme interlocuteur privilégié par rapport à l'action communautaire autonome* » et que le RQ-ACA, via les regroupements et organismes nationaux, rejoint plus de 4 000 organismes d'ACA à travers le Québec, ses membres s'attendent à ce que vous ayez une ouverture à notre demande de rencontre. D'ailleurs, les membres du conseil d'administration du RQ-ACA ont clairement émis des réserves sur toute participation à des travaux préliminaires avec le SACAIS concernant une nouvelle *Politique en action communautaire*, et ce, tant qu'une rencontre n'aura pas eu lieu avec vous. Évidemment, nous espérons vivement que le Ministère effectuera les consultations nécessaires à l'élaboration d'une nouvelle Politique s'il y a lieu, et ce, à l'instar du processus de consultation effectué avant l'adoption de la première Politique en 2001.

Étant donné l'importance de la démarche que votre gouvernement prévoit effectuer pour l'adoption d'une éventuelle nouvelle *Politique en action communautaire* d'ici avril 2010 et le fait que le RQ-ACA n'a pas eu l'opportunité de vous rencontrer sur cette question, **il nous semble important et urgent qu'une telle rencontre ait lieu dans les meilleurs délais.**

Espérant une réponse positive à notre demande, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations les plus sincères,



Pierre Riley
Président du RQ-ACA

c.c. Monsieur Luc Bastien, Chef de cabinet du Ministre Hamad
Madame Christine Beaudry, attachée politique
Monsieur Daniel Jean, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales